



Comité Technique des Services Judiciaires du 17 juin 2021

Déclaration liminaire

Monsieur le Directeur

Les états généraux de la Justice sont annoncés. Ils devront réunir l'ensemble des acteurs de la justice. Hélas aujourd'hui, il n'est de cesse de constater par la presse les soit-disants errements de notre justice. Ne cherchons pas de responsables humains.

Comme à dit M. BADINTER récemment « c'est une justice où les magistrats font tout ce qu'ils peuvent.. C'est toujours payé par la critique des démagogues. »

C'est un manque de moyen aujourd'hui à laquelle est confrontée notre justice. Ce n'est pas faute depuis des années de le rappeler mais la caste politique n'a que faire de nos déclarations. Il est toujours plus facile de taper sur ceux qui exercent cette mission régaliennne que de se poser les bonnes questions : qui votent les lois, qui permet l'empilement législatif auquel chacun d'entre nous est confronté au jour le jour. Devons-nous vous rappeler tous ces manques : manque de magistrats, de fonctionnaires de greffes, du matériel informatique et des logiciels datant de la préhistoire, un budget certes plus important chaque année mais vu d'où on part toujours insuffisant...

De manière récurrente, il faut un coupable c'est beaucoup plus simple que de se poser les bonnes questions : comment un ministère régalien peut-il fonctionner sans moyens supplémentaires ?

La Justice n'a plus sa place dans notre société, tout est effet d'aubaine pour le politique qui s'empare telle une sangsue de faits dramatiques pour démontrer que rien n'est de sa faute.

Il est temps que le pouvoir politique cesse de nous opposer les uns contre les autres, il n'y a qu'à voir la participation d'un membre du gouvernement place Vendôme !

Toutes ces attaques ne nous grandissent pas. La justice mérite mieux, elle mérite d'être

défendue. Les hommes et les femmes de notre ministère méritent que soient reconnues leur valeur professionnelle et leur indéniable conscience professionnelle.

Mais si ces états généraux sont comme le fait de découvrir que le GDS va rendre compte de sa politique au gouvernement alors que cela est déjà prévu par les textes, cela en dit long : que de l'affichage pour se gratter le ventre ! Tout comme ses effets d'annonce à l'aube de nouvelles élections, qu'allons nous en retirer ?

Le SDGF / FO